Le Rouge Gorge

2019, L'humain d'abord !

PCF
SÉCTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français — Spécial mardi 17 décembre 2019

17 décembre
Tous ensemble

Le Premier ministre a présenté ce mercredi 11 décembre l'intégralité de sa réforme de retraite. Nous nous attendions au pire. Et le pire est arrivé.

Recul de l'âge de départ à la retraite à taux plein de 62 à 64 ans, mise en place d'une retraite par points à la place de trimestres, calcul de la pension sur l'ensemble de la carrière au lieu des 25 meilleures années de salaires dans le privé ou des 6 derniers mois dans le public, fin des régimes spéciaux… C'est la casse d'un pilier de notre modèle social issu du Conseil National de la Résistance.

Le gouvernement, droit sans ses bottes, fait le choix de la brutalité envers la jeunesse et le monde du travail. Nous regrettons ce choix du bras de fer à la veille des fêtes de Noël où tout le monde aspire à l'apaisement.

Mais nous ne voulons pas d'une réforme de retraite qui va pénaliser durement nos pensions, reculer l'âge de départ et surtout conduire au développement d'un système par capitalisation.

A l'issue de ces annonces, le front syndical contre cette réforme s'est élargi. La CFDT, la CFTC et la CFE CGC ont décidé de se joindre à la CGT, FO, la FSU et Solidaires pour la journée de mobilisation du mardi 17 décembre prochain.

Du coté des forces politiques, le Parti Communiste Français a pris l'initiative de rassembler l'ensemble des forces de gauches et écologistes à la Bourse du Travail de Saint Denis. Tout le monde a répondu présent, (Olivier Faure PS, Guillaume Balas GénérationS, Julien Bayou ELLV, Marie-Noëlle Lienemann GRS, Eric Coquerel LFI, Olivier Besancenot NPA, Nathalie Arthaud LO, Michel Jallamion RS, Gérard Filoche GDS, Jean-François Pelissier Ensemble, Virginie Rozière Radicaux de Gauche, Sophie Riguard Place Publique) et c'est une première ! Devant une salle pleine, nous y avons donné la parole aux représentants de la CGT, de la FSU, de Solidaires et de la JOC.

Les responsables des forces de gauche ont décrypté la réforme Macron et ont également décidé à l'unanimité :
- d'appeler ensemble à poursuivre et amplifier la mobilisation et d'exiger le retrait de la réforme Macron ;
- d'apporter ensemble leur soutien aux salarié·e·s en grève dès ce lundi 16 décembre en nous rendant sur les piquets de grève.

Nous avons aussi, lors de cette rencontre, discuté des convergences et des propositions communes que nous pourrions défendre ensemble pour montrer qu'il est possible d'améliorer le système de retraite actuel sans demander aux français, aux jeunes de travailler plus longtemps, sans baisser les pensions des français.

Nous avons donc décidé de mettre en place un comité de liaison des forces de gauche et écologistes qui se réunira mercredi 18 décembre au matin, au lendemain des manifestations pour envisager la poursuite du mouvement.

Nous avons aussi proposé de mettre en place un groupe de travail de député·e·s et sénatrices et sénateurs de gauche et écologistes pour travailler à un contre-projet à celui du gouvernement.

Nous nous sommes également engagés à bâtir nos propositions avec l'ensemble des forces syndicales. A la différence du Président de la République, nous voulons une réforme des retraites bâtie avec le monde du travail et avec la jeunesse, et non pas contre eux

MARDI 17 DECEMBRE

14 h 30

Manifestation

Espace Henri Dunant

(ancien hôpital de Fécamp)

REFORME DES RETRAITES :

MENSONGES ET DESSOUS DE CARTES

En mai 2017, pendant la campagne des élections présidentielles, Macron s'était engagé à ne pas toucher à l'âge de la retraite comme le prouve cette vidéo. Mensonge...

Tout comme il avait promis de préserver le niveau de vie des retraités. Là encore, mensonge sur toute la ligne (voir la vidéo ci-dessous)

Pourquoi tous ces mensonges ? La réponse se trouve probablement dans les discrètes visites qu'Emmanuel Macron reçoit régulièrement à l'Elysée. Parmi ces visites, celles de Larry Fink, PDG de BlackRock. Ce proche d'Emmanuel Macron est invité au moins une fois par an à l'Élysée. L'an passé, pendant le dessert, il a même eu droit à un topo sur *« les évolutions du marché du travail français »* présenté par Muriel Pénicaud. Qui est BlackRock ? BlackRock est le plus gros fonds de gestion d'actifs au monde, et détient environ 7 000 milliards d'euros de placements, soit près de trois fois le PIB français. Le fonds tire la majorité de ses revenus en gérant l'épargne retraite privée de salariés du monde entier : les fameux fonds de pension. BlackRock entend transformer l'épargne retraite en fonds négociés en Bourse (ETF), les placer sur les marchés financiers, à la nano seconde près, à l'aide de son intelligence artificielle Aladdin. Comme il le loue à près de 30 000 fonds d'investissement, cet algorithme monstre gère tout seul 18 000 milliards d'euros d'actifs, l'équivalent du PIB de l'Union européenne. Le fonds dispose ainsi d'un droit de vote au conseil d'administration de 17 000 des plus grandes multinationales du monde. Son pouvoir de décision économique est énorme. Sa branche « service » vend aussi des analyses et des *« stress tests »* aux banques centrales des États. Pour développer son assise politique, le fonds a recruté malin : Friedrich Merz, l'ancien chef de la majorité au Parlement allemand, dirige l'antenne locale. En Grèce, c'est l'ex-responsable du programme gouvernemental de privatisation aux commandes et, en Suisse, l'ancien patron de la banque centrale locale. La filiale française est, elle, dirigée par Jean-François Cirelli, ancien conseiller économique de Jacques Chirac, ex-PDG d'Engie, membre du comité de campagne d'Alain Juppé aux côtés d'Édouard Philippe, qui l'a ensuite nommé au programme Action Publique 2022.

Pour compléter le tableau, rappelons que Jean-Paul Delevoye, le ministre d'Emmanuel Macron, chargé de la retraite à points, était dirigeant de l'institut de formation d'un grand groupe d'assurances, dont il vient de démissionner en catastrophe lorsque « Le Canard Enchaîné » a révélé cet étrange mélange des genres. Mélange qui en dit long, très long, sur qui pilote réellement la mise en place de la retraite à points, analogue à ce qui s'est passé en Suède (voir page suivante)

BREVES

- Age pivot du départ à la retraite : nouvelle bourde de la porte-parole du gouvernement, qui vend la mèche
- Le discours sur les retraites d'Edouard Philippe décortiqué point par point par l'Humanité
- Sondage : après le discours d'Edouard Philippe, une majorité de français approuvent toujours la mobilisation contre son projet de réforme des retraites
- 7 des 8 principales raffineries de pétrole de France se mettent en grève contre le projet de réforme des retraites
- Plusieurs compagnies de CRS de Rennes et de Nantes posent le bouclier pour protester contre le sort qui sera réservé à leur caisse de retraite
- Pendant qu'il préparait la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye palpait 5300 €/mois en présidant un think tank de droite
- Réforme des retraites : ces 24 milliards qui résoudraient le déficit une fois pour toutes. On ne nous dit pas tout….

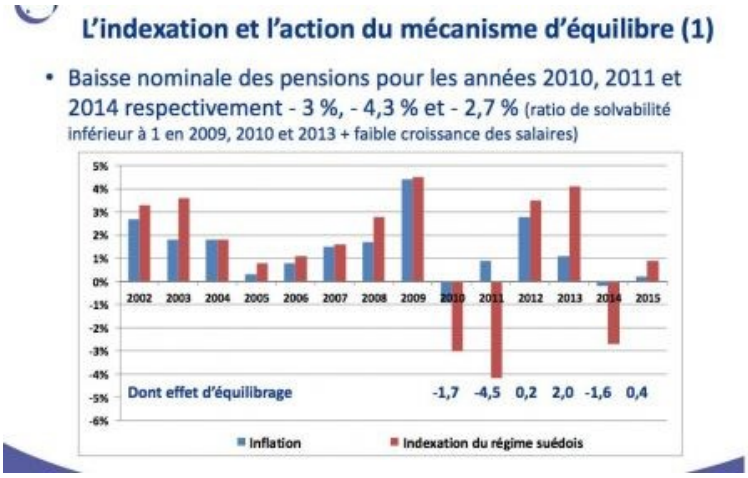
Rappelons nous toujours qu'en 2008 ils ont trouvé près de 400 milliards pour sauver les banques...

RETRAITE A POINTS : L'EXEMPLE DESASTREUX DE LA SUEDE

Si la marche nordique est le sport favori des suédois, ce n'est pas une raison pour les balader comme ce fut le cas avec la mise en place de la retraite à points, voici une vingtaine d'années ! Un système sur lequel Macron ne tarit pas d'éloges. Mais, pour les suédois, c'est une autre chanson : "C'est un système bon à mettre à la poubelle", tacle Bertil, ancien cadre dans l'industrie du parfum. D'après ses calculs, le nouveau système lui a fait perdre environ 700 euros par mois. "Heureusement, j'avais souscrit une épargne privée. Je ne m'attendais pas à ça…", lâche-t-il. "Avec ma femme, nous avons revu notre train de vie. Finies, les vacances à l'autre bout du monde. Et nous avons dû revendre nos deux voitures." Même colère du côté de Marita, une amie de Bertil, elle aussi retraitée : pour toucher une retraite décente, elle a dû travailler jusqu'à 69 ans. Mais vu les prix dans Stockholm, la capitale suédoise, avec ses 1.950 euros nets, les fins de mois peuvent être difficiles. Comme eux, nombre de Suédois n'ont toujours pas digéré leur grande réforme des retraites, même si personne ne conteste aujourd'hui l'impérieuse nécessité de refondre les règles de l'époque.

La Suède est passée d'un système par répartition, où les retraites étaient indexées sur les quinze meilleures années d'activité, à un régime universel où chaque couronne (la monnaie suédoise) cotisée ouvre les mêmes droits. Exactement la même approche que le gouvernement français, qui veut fusionner ses 42 régimes. Une entreprise titanesque vue de Stockholm, dont la mise en œuvre a pris presque dix ans alors que le pays ne comptait qu'un seul régime. Une étude parue en mars 2017 a montré que 92 % des Suédoises auraient eu des retraites supérieures dans l'ancien système et 72 % des hommes. D'après l'Insee, le taux de pauvreté des Français âgés entre 65 et 74 ans est de 7,5%, et de 7,9% pour les plus de 75 ans. En Suède, on atteint le double. Selon Statistiska Centralbyrån - le Bureau central de la statistique du Royaume de Suède - le taux de pauvreté des plus de 65 ans est de 14%. Cette situation était prévisible : il était difficile de croire qu'en remplaçant un mode de calcul basé sur les vingt-cinq meilleures années dans le privé et les six derniers mois d'activité dans le public par un système à points, toutes les carrières heurtées pourraient être compensées. Et il y a fort à parier que les assurances privées complémentaires vont prendre une place croissante dans les années qui viennent… pour ceux qui en ont les moyens. Pour les autres, Edouard Philippe a annoncé le tarif : ce sera 1 000 €/mois de retraite

Autre point négatif : les retraites versées font l'objet d'une réévaluation annuelle, en fonction de l'espérance de vie et de l'évolution du salaire réel moyen par tête. En cas de réserves financières insuffisantes ou de baisse du nombre d'actifs, un équilibrage automatique se déclenche alors, pouvant réduire le niveau des pensions, comme cela a été le cas en 2010, 2011 et 2014 (voir graphique ci-dessous).



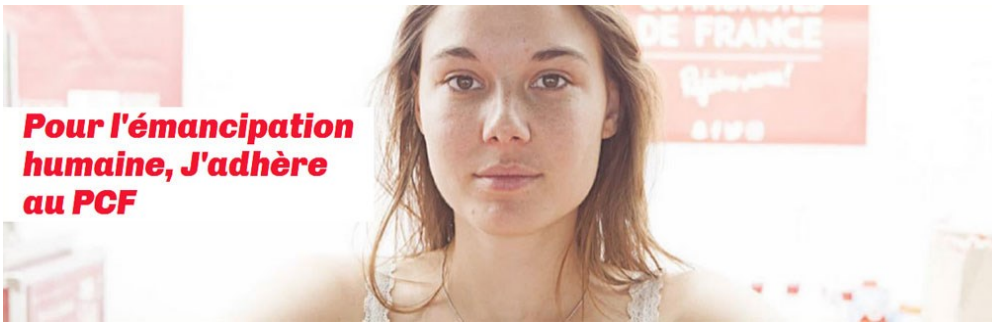
BREVES

- Les économistes de Macron publient une tribune dans le journal « Le Monde » pour dire leurs réticences devant sa réforme des retraites.
- Le MEDEF apporte son soutien à la réforme des retraites d'Emmanuel Macron
- Tout comme Europe 1, propriété du groupe Lagardère., comme en témoigne l'ahurissante différence de ton, tout en miel, entre l'interview du PdG du luxe Bernard Arnault et l'accueil au bazooka réservé à Fabien Roussel, secrétaire national du PCF venu demander que les revenus financiers soient taxés à la même hauteur que les salariés pour financer les retraites
- Gros succès du meeting commun à Paris le 11 décembre de tous les partis de gauche, à l'invitation du PCF, pour défendre les retraites et élaborer un contre-projet de réforme des retraites
- Les défections publiques se multiplient parmi les députés macronistes,
- Marie Le Pen continue ses contorsions : officiellement, elle soutient les français en lutte pour leurs retraites mais elle ne participera pas aux manifestations et elle appelle à une trêve dans la mobilisation

SALUT FRATERNEL A CELLES ET CEUX QUI SE LEVENT TOT

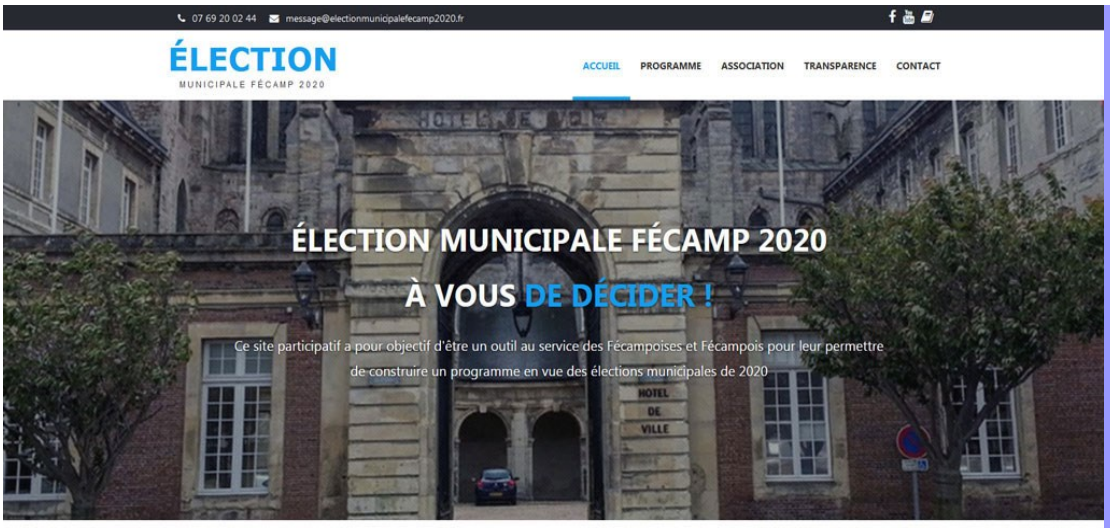
Jeudi 5 décembre, la population de Fécamp était mobilisée pour défendre ses retraites. Les communistes fécampois rendent hommage en images à ces femmes et ces hommes qui ont décidé de lutter pour le droit à une retraite digne après toute une vie de travail, et qui sont allés manifester ou faire des piquets de grève avant l'aube pour défendre ce droit. Votre courage et votre détermination sont un exemple pour tous

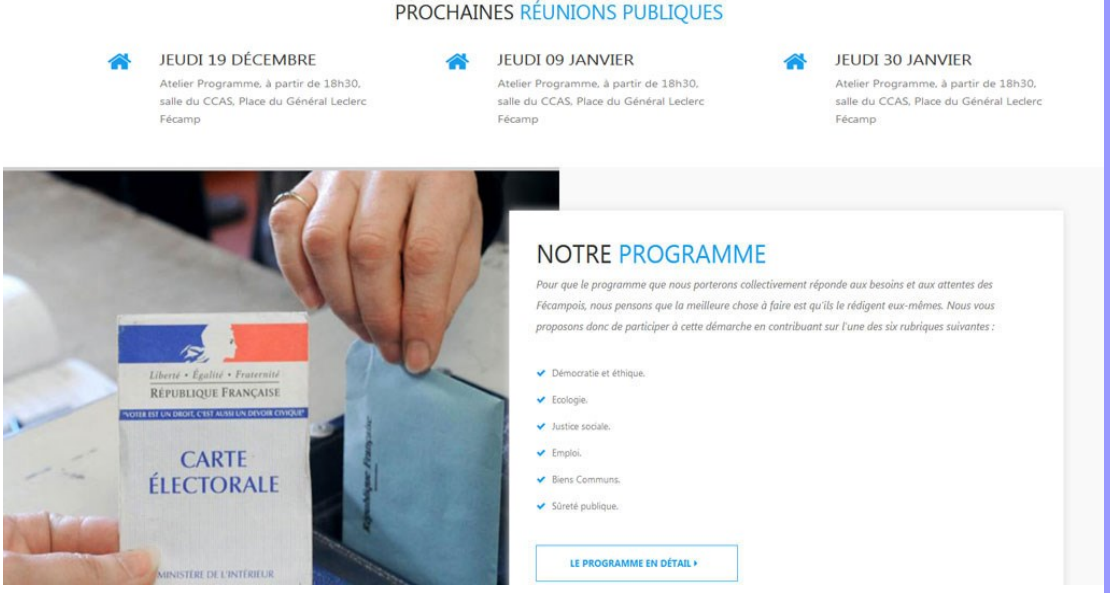
Un grand merci à toutes celles et ceux, communistes ou pas, syndiqués ou pas, qui nous ont fait parvenir leurs photos en signes de partage et de solidarité. La ville de Fécamp est belle quand elle lutte !



rougegorge@pcf-fecamp.fr

Dès maintenant, versez à la caisse de solidarité avec les grévistes mise en place par Infocom-CGT. Une caisse de solidarité pour aider tous les salariés, syndiqués ou non, qui ont eu le courage d'entrer en lutte à quelques semaines des fêtes de Noël. Une caisse cogérée avec la CGT Gooyear et SUD-PTT92





POUSSIER-WINSBACK : CHASSEZ LE NATUREL...

… et il reviendra au galop ! Les salariés du service de ramassage des ordures ménagères en lutte pour défendre leur retraite ont pu le vérifier par eux-mêmes. Après 4 jours de blocage, Mme Poussier-Winsback, maire de Fécamp, a menacé les salariés de faire appel à une entreprise privée et de ne pas reconduire les contrats dès le lundi suivant. Là où un maire communiste aurait essayé de venir en aide à des salariés qui se battent le dos au mur pour leur retraite et celles de leurs enfants, la maire de droite a préféré reprendre les bons vieux trucs des briseurs de grève du patronat. Quand on est l'héritière d'une des principales dynasties de la bourgeoisie de Fécamp, il y a des réflexes qui ne s'oublient pas. Mais, nous, nous n'oublierons pas qu'il y a des élections municipales l'année prochaine et nous saurons nous souvenir de qui nous a aidés et de qui nous a tiré dans le dos.t